



Identification : PM/2025-C-00174-JL

MARCHE SENSIBLE

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : JL

PROJET DE MARCHÉ

Refonte de la supervision GTC SAG

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	02/2026	J. LARNAC	T. LYVINEC	F. RUCKLY



Marché sensible

**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : Refonte de la supervision GTC SAG

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS 775 685 019, représenté par Madame Christine LAURENT-MATHIEU, agissant en qualité de Directrice de Centre de Marcoule,

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de,

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Clause relative à la classification.....	6
ARTICLE 2	Objet	6
ARTICLE 3	Documents contractuels	6
ARTICLE 4	Nature et etendue du marché	6
4.1	Prestations fermes.....	7
4.2	Prestations optionnelles	7
4.3	Prestations sur prix unitaires	8
4.4	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP)	8
ARTICLE 5	Modalités d'exécution	8
5.1	Modalités de levée des options	8
5.2	Modalités d'exécution des prestations sur prix unitaires	9
5.3	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP.....	9
5.3.1	Expression du besoin	9
5.3.2	Offre du Titulaire	9
5.3.3	Signature de la FDMDP	9
ARTICLE 6	Conditions financières	10
6.1	Détails des prix	10
6.1.1	Prestations fermes.....	10
6.1.2	Prestations optionnelles	10
6.1.3	Prestations sur prix unitaires	10
6.1.4	Prestations sur FDMDP	11
6.2	Révision des prix	12
ARTICLE 7	Paiement du prix.....	12
7.1	Termes de paiement.....	13
7.1.1	Prestations fermes.....	13
7.1.2	Prestations optionnelles	13
7.1.3	Prestations sur Prix Unitaires	13
7.1.4	Prestations sur FDMDP	14
7.2	Modalités de facturation	14
7.3	Régime fiscal	15
ARTICLE 8	Durée et délai	16
8.1	Délai d'exécution des prestations.....	16
8.2	Durée du marché	16
ARTICLE 9	Pénalités	16
9.1	Pénalités de délais	16
9.2	Pénalités sur anomalies	16
9.3	Contrôle des exigences sociales et environnementales	17
9.4	Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	17
ARTICLE 10	Conditions particulières d'exécution	17
10.1	Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	17

10.2	Interlocuteurs	18
10.3	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale	18
ARTICLE 11	Gestion des modifications	18
11.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires	18
11.2	Évolution des prestations par FMDMP	19
ARTICLE 12	Sous-traitance.....	19
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle	19
ANNEXE 1	: Clauses génériques.....	21
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations	23
ANNEXE 3	: Engagement de confidentialité & déclaration individuelle (*)	25
ANNEXE 4	: Plan contractuel de sécurité	26
ANNEXE 5	: Surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelée à travailler sur le site de Marcoule	27

ARTICLE 1 CLAUSE RELATIVE A LA CLASSIFICATION

Le présent marché est classifié Sensible au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Les prescriptions particulières de sécurité sont précisées dans le Plan Contractuel de Sécurité annexé au marché.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations de la refonte de la supervision GTC SAG.

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service des Technologies de l'information et de la communication (STIC), Groupe Plateformes Scientifiques et Industrielle (GPSI).

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule¹,
- Le cas échéant le Plan Contractuel de Sécurité N°25-018,
- Le Cahier des Charges référencé CEAMARSTICCC202501-0005 du 17/02/2026 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 4 NATURE ET ETENDUE DU MARCHE

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

¹ Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

4.1 PRESTATIONS FERMES

Les prestations fermes se composent ainsi :

- **Phase 0** : Initiale
- **Phase 1** : Etude TQC
- **Phase 2** : Etude et conceptions

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

Les livrables suivants sont demandés :

PHASE 0	Présentation de la Réunion de Lancement (format PPT)
	CR de la réunion d'enclenchement (première page de la présentation)
	Planning prévisionnel détaillé de la prestation (Format MS Project)
PHASE 1	Document TQC (Format Word)
	Architecture existante (Format Visio)
	Document de Coordination API-Supervision (Format Excel)
	Support Amélioration (Format PPT)
PHASE 2	Proposition Architecture Définitive (Format PPT)
	Document de Spécification Fonctionnelle (Format Word)
	Document de Conception Technique Fonctionnelle (Format PPT)
	Support de présentation de l'architecture et conception finale (Format PPT)
	Règles de nommage (Format Excel / Word)
	Source PoC (Format Panorama)

4.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

L'option 1 se compose des phases suivantes :

- **Phase 3** : Réalisation et tests - Recettes et remise Documentaire et Livraison),
- **Phase 4** : Recettes,
- **Phase 5** : Documentaires et Livraison.

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations optionnelles sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

Les livrables suivants sont demandés :

PHASE 3	Dossier de Test de Validation Logicielle
	Rapport de Test de Validation Logicielle
	Code source Supervision pour Audit
	Guide d'Exploitation & de Maintenance (Format Word)
PHASE 4	PV de Recette Usine
	PV de Recette Site
	PV de VABF
	PV de VSR

PHASE 5	Manuel Utilisateur
	Fiches d'Aide
	Support de Formation
	Fiche de Version Logicielle
	Fourniture définitive

4.3 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Les prestations sur prix unitaires (PU) sont détaillées ci-dessous :

On définit :

- Une **complexité basse**, comme une tâche clairement définie et ne nécessitant aucune d'analyse complémentaire,
- Une **complexité normale**, comme une tâche nécessitant une analyse complémentaire ou une réalisation technique un peu plus soutenue,
- Une **complexité élevée**, comme une tâche nécessitant une analyse complémentaire approfondie ou une réalisation technique complexe.

Complexité	Basse	Normale	Elevée
Durée			
Courte	PU 1	PU 2	PU 3
Moyenne	PU 2	PU 3	PU 4
Longue	PU 3	PU 4	PU 5

Les prix unitaires sont les suivants :

- PU n°1 : Complexité basse et durée courte,
- PU n°2 : Complexité basse et durée normale OU Complexité normale et durée courte,
- PU n°3 : Complexité élevée et durée courte OU Complexité Normale et durée moyenne OU Complexité basse et durée longue,
- PU n°4 : Complexité élevée et durée moyenne OU Complexité normale et durée longue,
- PU n°5 : Complexité élevée et durée longue.

4.4 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché.

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION

5.1 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS

Chacune des options visées à l'article 4.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 10 jours.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

5.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur prix unitaires visées à l'article 4.3 supra.

Toute prestation sur PU, demandée par le CEA, donne lieu à l'émission d'un ordre de service (OS). L'ordre de service (OS) sera émis avec un préavis de 10 jours calendaires avant le commencement des prestations.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations sans avoir reçu l'OS signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA.

La réception des prestations est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

5.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 4.4 supra, les prestations seront engagées comme suit :

5.3.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

5.3.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 6.1.4 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 6.1.4 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

5.3.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 6.1.4 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

ARTICLE 6 CONDITIONS FINANCIERES

Le montant estimé des prestations est plafonné à **xx** €HT (CE du mois de remise de l'offre [M0]) ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes : **xx** €HT,
- Montant des prestations optionnelles : **xx** €HT,
- Montant plafond sur prix unitaires : **xx** €HT,
- Montant plafond sur devis préalables : **xx** €HT.

6.1 DETAILS DES PRIX

6.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

6.1.2 Prestations optionnelles

Les prix des prestations optionnelles forfaitaires et révisables du marché sont les suivantes :

Prestations	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Option 1 : Réalisation et tests (phase 3)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option 1 : Recettes (phase 4)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option 1 : Documentaire et Livraison (phase 5)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

A renseigner par le soumissionnaire.

6.1.3 Prestations sur prix unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix forfaitaires et révisables suivants :

Prestations / Qualifications	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
PU n°1 : Complexité basse et durée courte	..... € HT	Unitaire	Révisable
PU n°2 : Complexité basse et durée normale OU Complexité normale et durée courte	..... € HT	Unitaire	Révisable
PU n°3 : Complexité élevée et durée courte OU Complexité Normale et durée moyenne OU Complexité basse et durée longue	..... € HT	Unitaire	Révisable
PU n°4 : Complexité élevée et durée moyenne OU Complexité normale et durée longue	..... € HT	Unitaire	Révisable
PU n°5 : Complexité élevée et durée longue	..... € HT	Unitaire	Révisable

A renseigner par le soumissionnaire.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur PU n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

6.1.4 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 4.4 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		..... € HT	..... € HT

(*) : Base 7,8 h/j

A renseigner par le soumissionnaire.

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins %
--------------------------------	---------

A renseigner par le soumissionnaire.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché)

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

6.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 6 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (_____). **A renseigner par le soumissionnaire.**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisibles annuellement à compter de la date anniversaire de l'enclenchement du marché selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = 0,10 + \left(0,80 \times \frac{ICHTrev - TS_1}{ICHTrev - TS_0} \right) + \left(0,10 \times \frac{FD_1}{FD_0} \right)$$

Dans lesquelles :

P0 = Prix initial, aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

P = Prix révisé,

ICHTrev-TS₀ = Valeur de l'indice pour l'information et communication, publiée au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565192 au mois de remise de l'offre,

FD₀ = Valeur de l'indice, publiée au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001711011 au mois de remise de l'offre,

ICHTrev-TS₁ = Valeur de l'indice l'information et communication, publiée au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565192 au mois du T0 puis annuellement à terme échu.

FD₁ = Valeur de l'indice, publiée au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001711011 au mois du T0 puis annuellement à terme échu.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100 ; les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 7 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

7.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

7.1.1 Prestations fermes

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 5% du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA du compte-rendu de la réunion d'enclenchement ;
- 30 % du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA du document TQC concernant les 3 supervisions,
- 10 % du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA de la présentation de l'architecture existante, la note de coordination et le compte rendu des points d'améliorations,
- 20 % du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA du document de Spécification Fonctionnelle,
- 20 % du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA du document de conception technique,
- 10 % du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA du support de présentation de l'architecture finale,
- 5 % du montant TTC de la part ferme après acceptation par le CEA du livrable PoC.

7.1.2 Prestations optionnelles

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 5 % du montant de la part optionnelle après acceptation par le CEA du compte-rendu de la réunion de lancement de la phase optionnelle,
- 20 % du montant de la part optionnelle après constatation par le CEA du développement du logiciel (démonstration et audit de code) à hauteur d'un tiers,
- 20 % du montant de la part optionnelle après constatation par le CEA du développement du logiciel (démonstration et audit de code) à hauteur des deux tiers,
- 20 % du montant de la part optionnelle après constatation par le CEA (démonstration et audit de code) du développement du total du logiciel,
- 10 % du montant de la part optionnelle après acceptation par le CEA de la recette usine,
- 10 % du montant de la part optionnelle après acceptation par le CEA de la recette site,
- 5 % du montant de la part optionnelle après acceptation par le CEA du manuel utilisateur et fiches d'aides,
- 5 % du montant du montant de la part optionnelle après constatations par le CEA de la fin des formations,
- 5 % du montant du montant de la part optionnelle après constatations par le CEA de la fin de garantie de conformité.

REMARQUE : La facturation des montants suite au développement logiciel (*20% du montant pour chaque*) feront l'objet d'une démonstration et d'un audit de code pour juger de l'avancée du développement.

7.1.3 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 100 % du montant TTC du récapitulatif mensuel des ordres de service sans réserve par le CEA de l'ensemble des prestations.

7.1.4 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

7.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction**

du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

7.3 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 8 **DUREE ET DELAI**

8.1 **DELAÏ D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les délais de prestations sont exprimés en jours calendaires.

Les prestations s'exécutent à compter de **T0 et T1** pendant une durée de 18 mois exprimée comme suit :

$$\text{Délai d'exécution} = T0 + 18 \text{ mois}$$

A cela s'ajoute un délai de 6 mois sur chaque application au titre de la garantie de conformité.

Les prestations fermes s'exécutent à compter de **T0 (phase initiale)** :

J1 = T0 + ... jour(s) : Remise de l'étude TQC.

J2 = T0 + Jour : Remise de l'étude et conceptions.

Les prestations **optionnelles** s'exécutent à compter de la date **(T1)** de notification de la levée d'option :

J3 = T1 + Jours : Remise des réalisations et tests (phase 3).

J4 = T1 + Jours : Remise de la recette (phase 4).

J5 = T1 + Jours : Remise de la partie documentaire et livraison (phase 5).

8.2 **DUREE DU MARCHÉ**

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

ARTICLE 9 **PENALITES**

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché incluant le montant des prestations fermes, de l'option levée et les Ordres de Services et les FDMDP contractualisés par le CEA.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

9.1 **PENALITES DE DELAIS**

Le non-respect par le Titulaire des délais d'exécution visés à l'article 8.1 supra entraînera l'application d'une pénalité de retard sur les jalons J1-J2-J3-J4 et J5 fixée à 400 € / jour ouvré de retard.

9.2 **PENALITES SUR ANOMALIES**

Des indicateurs sont définis à l'article 6.3.5 du cahier des charges visé à l'article 2 supra. Il porte sur le suivi des anomalies détectées lors des phases de recette et de vérification .

Les anomalies détectées peuvent entraîner l'application de pénalités.

Pour l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges, des objectifs de délais (en heures ou jours ouvrés) sont exigés contractuellement. Dans le cas du non-respect de ces objectifs, des pénalités mensuelles pourront être appliquées suivant les conditions de calcul définies ci-après.

Les pénalités seront calculées sur la base des anomalies constatés tels que définis dans le cahier des charges.

Le montant mensuel des pénalités applicables correspond au bilan mensuel tel que décrit dans le cahier des charges, soit 200 € par constat.

Les pénalités sont facturées par le CEA sans taxes et payées par chèque ou virement à 30 jours fin de mois date d'émission de facture suivant les modalités figurant au dos de celle-ci.

Elles ne pourront excéder un montant équivalent à 10% du montant HT des prestations fermes, majoré des montants de l'option levée.

Les pénalités ne sont pas restituables.

9.3 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations du marché qui lui sont confiées. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

9.4 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 10.1 infra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 150 € est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

10.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

10.2 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Fabien RUCKLY, Responsable GTC/GTB Tel : 04-66-79-65-47 Courriel : fabien.ruckly@cea.fr	Jérôme LARNAC, Acheteur Tel : 04-66-79-61-78 Courriel : jerome.larnac@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

A renseigner par le soumissionnaire.

10.3 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 11 GESTION DES MODIFICATIONS

11.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent marché, en lien avec l'objet global du marché et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires du marché servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale du marché.
- Soit par un avenant au marché, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 6.1.3 supra.

11.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 5.3 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 6.1.4 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 12 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 13 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Nom et Prénom:
Qualité :
Signature :

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:
Qualité :
Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, pour chacun de ses salariés amenés à accéder sur le Centre de Marcoule, le responsable de l'Entreprise devra déposer ou envoyer à l'Accueil du Centre de Marcoule, à minima 15 jours ouvrés avant l'accès de ses salariés, un dossier de 1^{ère} demande d'accès.

Il pourra demander, par mail, la liste des documents à fournir : mar_accueil_cea@cea.fr

Le dossier complet et validé par le CEA sera envoyé à l'adresse ci-dessous :

CEA MARCOULE
Accueil des Entreprises – Bât. N°419
BP 17171
30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex

Tél. : 04.66.79.13.40

Tout dossier incomplet et non signé sera retourné.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution de la commande, les certificats et les habilitations requis pour tous les agents amenés à intervenir sur le site et à signaler toute modification intervenant en cours d'exécution de la commande. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par des salariés du Titulaire dépourvus des habilitations et certificats nécessaires.

2) Accès aux moyens de transport collectif du CEA Marcoule

Le CEA a mis en place différentes lignes de cars vers le site de Marcoule. Le personnel d'entreprises extérieures travaillant sur le Centre de Marcoule peut être autorisé à utiliser les moyens de transport collectif du CEA Marcoule sous réserve de la signature d'une convention avec le CEA et du paiement du coût d'utilisation indiqué dans ladite convention. Pour toutes questions sur les modalités et la réalisation de ladite convention, le Titulaire du marché doit transmettre sa demande par mail à l'adresse mar_transportdupersonnel@cea.fr

3) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

4) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système et la conformité à la réglementation en vigueur (arrêté INB ou arrêté IANID). Par ailleurs, en application de l'arrêté INB ou arrêté IANID, le CEA réalise des actions de surveillance des intervenants extérieurs pour vérifier le respect des exigences définies associées aux activités importantes pour la protection des intérêts (AIP) des INB ou aux activités importantes pour la sûreté (AIS) des IANID. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits

qualité et les actions de surveillance effectuée par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

5) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 : ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE & DECLARATION INDIVIDUELLE (*)

Marché sensible et marché classique avec accès à des documents en Diffusion Restreinte

A établir sur papier à en-tête de la société

Je soussigné(e),, né(e) le..... à
....., employé(e) de la société intervenant sur
le marché de la société précitée avec le CEA n°

"**OBJET DU MARCHE**"

m'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations, sous quelque forme que ce soit, dont je pourrais avoir connaissance dans l'exercice de mes fonctions dans le cadre du marché précité.

En conséquence, je m'engage formellement à ne pas divulguer ou utiliser lesdites informations à d'autres fins que celles prévues dans le cadre de mon activité professionnelle.

Par ailleurs, je m'engage expressément à ne jamais, même à titre de référence et de notoriété, communiquer ou publier en France et à l'étranger les informations dont j'aurai eu connaissance lors de l'exécution dudit marché.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner la rupture du marché de ma société avec le CEA et/ou l'application de pénalités contractuelles sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées.

(*) Par ailleurs, j'atteste avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et être informé(e) que je n'ai pas, dans le cadre de ce marché, sous peines de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Fait à :

Le

Cachet de la société, nom et
signature du responsable de la société

Nom et signature de l'intéressé
précédé de lu et approuvé

ANNEXE 4 : PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE

Le Plan Contractuel de Sécurité annexé au présent marché comporte 25 pages

PROJET

ANNEXE 5 : SURVEILLANCE MEDICALE DU PERSONNEL D'ENTREPRISE EXTERIEURE APPELEE A TRAVAILLER SUR LE SITE DE MARCOULE

La surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelé à travailler sur le site de Marcoule est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les salariés d'entreprises extérieures appelés à travailler sous rayonnements ionisants (intervenant en zone contrôlée et donc classés A ou B) et ceux soumis à un risque particulier sur le site de Marcoule font l'objet d'un suivi individuel renforcé de leur état de santé, en application des articles R4624-22 et suivants du code du travail.

Le Service de Prévention et de Santé au Travail (SPST) et le Laboratoire d'Analyses Biologiques de Marcoule (LABM) du CEA Marcoule réalisent pour le compte des entreprises extérieures, les examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA, conformément à l'article R4513-11 du code du travail.

Le SPST via le LABM n'assure que l'évaluation de l'exposition interne liée à l'objet du marché (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, suivis systématiques, prélèvements nasaux, anthroporadiamétries, ...) demandé par le médecin du travail.

Les résultats des examens sont transmis au médecin du travail de l'entreprise extérieure.

Les frais correspondants à ces examens seront facturés par le CEA Marcoule selon les modalités décrites ci-après.

1/ GRILLE TARIFAIRE

Les tarifs applicables pour chaque examen sont ceux en vigueur l'année de la réalisation des examens. Les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2025 sont définis ci-après par typologie d'examen.

Scénario	Examens	Coût unitaire en €HT
Systématique	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER SYST.	135,3 €
	SPECT. X POUMONS	248,0 €
	ACTINIDES FECES SYSTEMATIQUES	689,3 €
	TRITIUM URINES SYSTEMAT.	13,5 €
	URANIUM SELLES SYST. ACTIVITE	397,8 €
En cas d'Incident	NASaux - ALPHA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - ALPHA SMT INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SMT INCIDENT	14,5 €
	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER INCID	135,3 €
	ACTINIDES FECES INCIDENT	689,3 €
	DETEC. X/GAMMA Blessure	141,7 €
	TRITIUM URINES INCIDENT	11,3 €
	Visite Médecin	60 €

2/ FACTURATION

Le CEA transmettra ses factures semestriellement à terme échu sur la base du récapitulatif des examens considérés par salarié de l'entreprise bénéficiaire, à qui le SPST du CEA Marcoule a adressé une convocation sur la période.

Les factures seront établies par le Service Financier et Contrôle de Gestion (SFCG) du CEA Marcoule et adressées par voie dématérialisée à l'entreprise extérieure.

Les factures seront réglées au CEA, par virement bancaire à la BNP Paribas – PARIS-AG-CENTRALE ENTREPRISES (00818), 9 – 11 rue Marivaux, 75002PARIS, IBAN : FR76 3000 4008 1800 0212 1622 127, SWIFT : BNPAFRPPXXX, dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de leur date d'émission

Les examens d'analyses de biologie médicale sont exonérés de TVA conformément à l'article 261-4-1° du code général des impôts.

Tout retard dans le paiement de la facture donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable, à la facturation par le CEA, pour chaque jour calendrier de retard, d'intérêts de retard calculés sur la base du taux légal multiplié par 3 ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Le décompte des pénalités débute le jour suivant immédiatement la date d'échéance et se termine le jour du règlement effectif.

3/ EVOLUTION TARIFAIRE

Les tarifs précités sont fermes pour l'année 2025 et seront révisés au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times \left(0,75 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,25 \times \frac{CPF\ 32.50}{CPF\ 32.50_0} \right)$$

dans laquelle :

P = Tarifs révisés pour l'année N+1,

P₀ = Tarifs applicables de l'année N.

ICHTrév-TS = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

ICHTrév-TS₀ = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50 = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50₀ = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.